

Pour un projet **plus simple et plus efficace**

Nous sommes pour une véritable fusion des 3 collectivités mais nous refusons ce « mille-feuille » institutionnel qui mélange tous les échelons et toutes les responsabilités. Nous voulons qu'à chaque niveau, chacun puisse savoir qui fait quoi et que chaque compétence soit exercée à l'échelon le plus efficace. Nous voulons un projet élaboré en prenant le temps de la concertation.

C'est possible **avec l'Acte III de la décentralisation**

- ✓ L'acte III mettra en place des **Conférences territoriales des compétences** : les collectivités de chaque région pourront, en fonction des spécificités locales, organiser la répartition des compétences la plus juste et la plus efficace.
- ✓ C'est dans ce cadre que le droit local, sécurisé par le Conseil constitutionnel, pourra être mieux organisé et préservé.
- ✓ En Alsace, comme dans chaque région, les compétences pourront être attribuées **au cas par cas à l'échelon qui sera le plus efficace pour les exercer.**
- ✓ **Nous pourrions par exemple décider qu'un seul échelon prenne en charge la gestion des collèges et des lycées**, au lieu des collèges pour les départements et des lycées pour la région aujourd'hui.

C'est possible **avec l'Eurométropole**

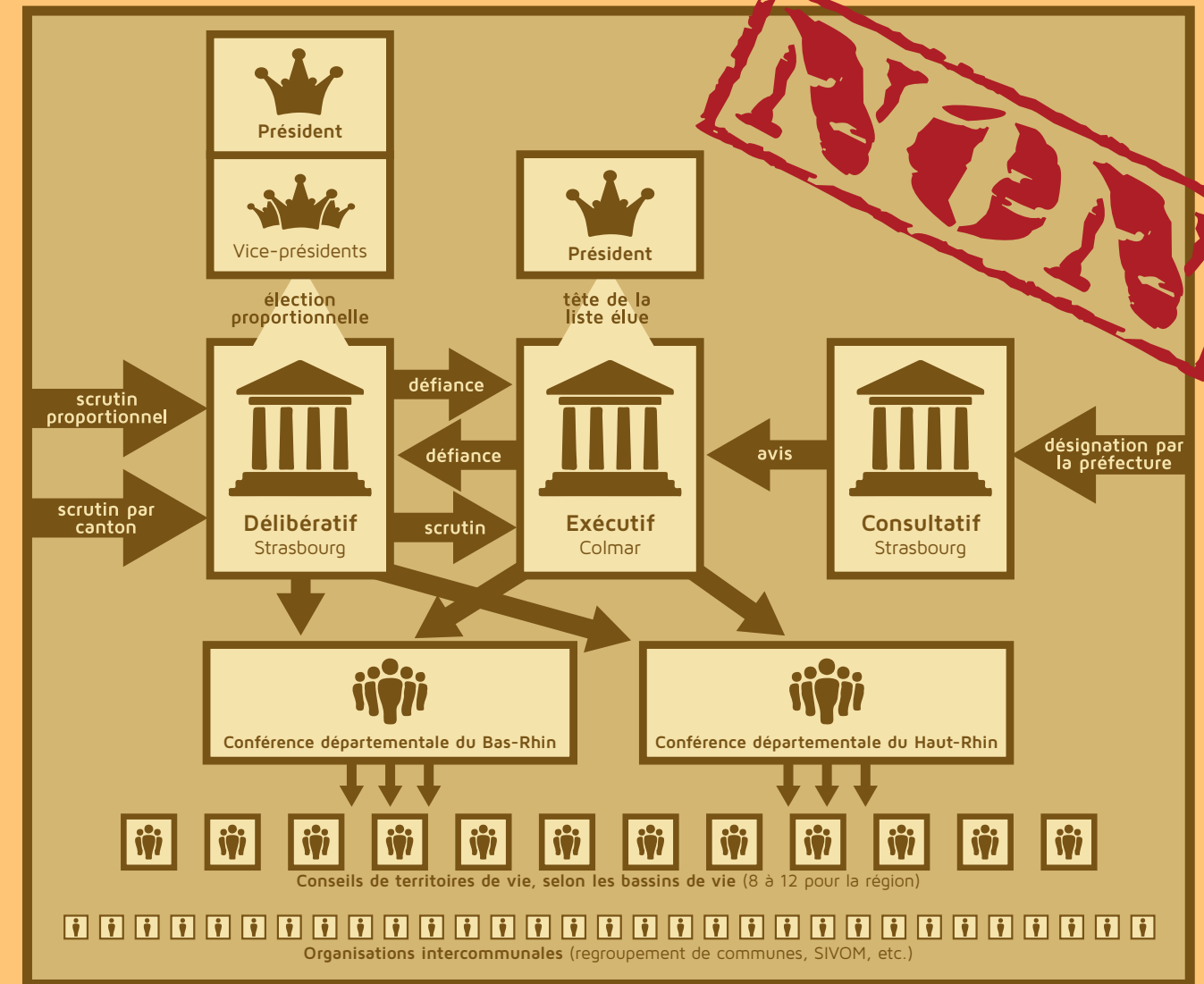
- ✓ Le Président de la République a accordé à Strasbourg et à tout le territoire qui l'entoure le statut d'Eurométropole.
- ✓ Ce statut permettra d'exercer au meilleur échelon les compétences nécessaires au développement de l'emploi et à une bonne qualité de vie.
- ✓ L'Eurométropole rassemblera l'Alsace autour de sa capitale régionale et européenne, plutôt que de diviser et d'affaiblir notre région.
- ✓ Le refus de prendre en compte le nouveau statut d'Eurométropole dont sera bientôt dotée la CUS est une aberration. Alors que ce nouveau statut, conjugué à une véritable fusion, aurait permis plus de cohérence, d'efficacité et d'économies, la précipitation obstinée à fixer si vite ce référendum empêche toute coordination des deux projets de territoire.

NON au Conseil Multiple

trop compliqué

trop précipité

trop flou



imprimé par Gyss Imprimeur (Obernai) - ne pas jeter sur la voie publique

Ce n'est PAS un conseil UNIQUE

Pour l'Alsace,
Je refuse

L'Alsace mérite mieux **et peut l'obtenir rapidement**

Référendum du 7 avril 2013 sur la
Collectivité Territoriale d'Alsace



Nous voulons **un conseil unique**

Nous refusons **ce conseil multiple**

L'Alsace mérite **un vrai projet**

Une fusion ratée

Multiplication des échelons, des modes de scrutin, des instances, des sièges...

Ce projet n'est **ni une fusion, ni un rassemblement des collectivités**. Contrairement à ce qu'on cherche à nous faire croire, il y aura demain 2 présidents au minimum, une « farandole » de vice-présidents, 2 conférences départementales, une dizaine de « Conseils de territoires », plusieurs sièges pour l'exécutif, pour le délibératif et pour le consultatif sans que ne soient précisées les articulations entre ces différents niveaux, sans que ne soient précisés les domaines d'actions exercés par chacun.

Un projet bricolé dans la précipitation

Aujourd'hui, les Alsaciens découvrent à peine ce projet et sont déjà sommés de donner un avis.

Ce projet a été élaboré sans concertation et dans la précipitation. **Ni les citoyens, ni les élus locaux, ni les maires, ni les associations et les partenaires sociaux n'ont été associés à l'élaboration de celui-ci.**

Un affaiblissement pour tous les territoires d'Alsace

La création de ce nouveau « mille-feuille » **éloigne encore un peu plus le décideur politique du citoyen**. Pourtant nos élus de terrain, nos maires et élus locaux sont de formidables atouts pour défendre nos territoires efficacement et faire remonter ce dont l'Alsace a besoin pour être plus forte.

Négliger ce lien, dans nos campagnes comme dans nos villes, c'est affaiblir à la fois le développement et la démocratie.

Ce projet n'est pas une fusion mais une confusion.

Un projet qui divise

Pour faire passer ce référendum qui ne suscite pas d'enthousiasme, les organisateurs ont fait le choix de la confusion et de la division, en opposant les villes aux campagnes, le Haut-Rhin au Bas-Rhin, Paris à l'Alsace et la Région contre Strasbourg.

Il n'est pas possible d'imaginer unir l'Alsace en commençant par diviser les Alsaciens.

Un très mauvais coup pour Strasbourg et la Communauté Urbaine

Ce projet méprise Strasbourg et sa Communauté Urbaine. La suppression du siège unique de Capitale Régionale est une attaque inacceptable et un contresens historique. Comment revendiquer le statut de Capitale Européenne lorsque celui de Capitale Régionale est contesté ?

L'absence de concertation avec les élus de la CUS est une aberration alors que ce territoire draine à lui seul 32 % de l'emploi

de la région. Le refus de prendre en compte le nouveau statut d'Eurométropole dont sera bientôt dotée la CUS est une autre aberration de cette affaire. Alors que ce nouveau statut, conjugué à une véritable fusion, aurait permis plus de cohérence, d'efficacité et d'économies. La précipitation obstinée à fixer si vite ce référendum empêche toute coordination de ces deux projets de territoire.

La désintox' sur le projet présenté

FAUX
Ça coûte
moins cher !

Ce projet n'apporte **aucune économie réelle à long terme**, sauf à tailler dans les effectifs en supprimant des postes ou à réduire ses champs de compétences ou d'actions. Or on nous annonce plus de compétences donc plus de dépenses ! Tout cela risque de coûter plus cher. **Certains parlent même d'une nouvelle taxe !**

FAUX
Ça fonctionne
mieux !

Ne comptez pas sur une simplification ! Élaboré par 3 présidents qui ne s'entendent pas, ce mécano institutionnel multiplie les échelons avec les Conseils de territoires et les Conférences départementales. Avec ce projet, ils ont cherché à renforcer leurs baronnies locales. **Il n'y a aucune avancée démocratique pour les Alsaciens.** Demain, avec ce mécano, il sera plus compliqué de trouver le bon interlocuteur pour mener à bien son projet.

FAUX
Ça va
plus loin !

Il n'y a pas d'urgence à passer en force en organisant ce référendum. C'est avec l'Acte III de la décentralisation débattu actuellement que nos régions seront plus fortes demain, et les capacités d'expérimentation régionale renforcées.

Le flou autour des futures compétences dans le projet fait peser de lourdes incertitudes sur le soutien aux associations, le financement des investissements d'avenir et la place des services publics locaux notamment.

Le 7 avril, je refuse ce projet de Conseil Multiple, **je vote NON au référendum**